



AMBASSADE DE SUISSE  
EN ESPAGNE

J.11.- I/w.

RAPPORT POLITIQUE N° 1

La situation générale,  
politique et économique,  
préoccupe pas mal d'ob-  
servateurs.

*M le chef du Département*

MADRID, le 2 février 1965

Zurbano, 25, Tel. 2.24.23.54

|                          |  |              |  |  |  |       |
|--------------------------|--|--------------|--|--|--|-------|
| an                       |  |              |  |  |  | a/a   |
| Date                     |  |              |  |  |  | 8.2   |
| Visa                     |  |              |  |  |  | Hofe. |
| EPD                      |  | 8. Feb. 1965 |  |  |  |       |
| Ref. p. A. 21.31. Madrid |  |              |  |  |  |       |

Monsieur le Conseiller Fédéral,

On remarque depuis quelque temps en Espagne, une certaine inquiétude due aux faits suivants: les effets de l'inflation deviennent de plus en plus sensibles, les revendications ouvrières se font pressantes et spectaculaires, la population donne des signes croissants d'inquiétude.

Au lieu de résumer ici, à votre intention, les opinions du grand nombre de personnes avec lesquelles je me suis entretenu de ces questions, je voudrais vous donner l'avis d'un ex-ministre du Commerce, homme fort intelligent, banquier depuis sa jeunesse, qui a occupé des postes importants dans l'organisation économique du pays depuis le début de la révolution en 1936: directeur de l'Institut de la Monnaie, sous-secrétaire au Commerce, dernier ministre du Commerce d'avant la stabilisation, président de la Banque Extérieure, ami personnel du général Franco avec lequel il chasse en tout cas une fois tous les quinze jours. Etant lié d'amitié avec lui depuis plus d'une vingtaine d'années, il me parle toujours très franchement. D'autre part ses opinions m'ont paru couvrir celles de la plupart de mes informateurs de sorte que je les crois intéressantes sur un plan général.

Monsieur Friedrich T. W a h l e n ,  
Conseiller Fédéral,  
Chef du Département Politique Fédéral,  
B e r n e

*4 copies*



Quant à la situation économique mon interlocuteur est pessimiste principalement pour les motifs suivants: "seulement le secteur industriel accuse une véritable progression depuis 1959. L'agriculture - le secteur le plus important par rapport à l'exportation - est dans un état lamentable, la spirale des prix et des salaires est en marche, les prix atteignent peu à peu des niveaux qui menacent le tourisme lui-même qui est la base essentielle de l'équilibre de la balance des paiements. Cette situation est d'autant plus inquiétante que le Gouvernement est incapable de prendre des mesures adéquates pour mettre un frein à l'inflation. Et cela parce que les ministres du Commerce (M. Ullastres) et des Finances (Navarro Rubio) sont des théoriciens, ne s'entendent pas, ont l'idée qu'un blocage des prix irait à fin contraire, sans compter qu'il serait mal vu au dehors". A ma question tendant à savoir si le Chef de l'Etat ne se rend pas compte de la situation et pourquoi il n'intervient pas, mon interlocuteur me répond "qu'il a longuement exposé au général Franco les raisons de ses préoccupations, mais que le général, tout en affirmant qu'il ne cessait de méditer sur un état de choses qui ne lui plait guère, ne se décide pas à entreprendre quelque chose. Pourquoi? Parce que, bien que sa santé physique soit excellente, intellectuellement il a beaucoup baissé; parce qu'il n'aime plus parler dans les conseils des ministres, il déteste voir de nouvelles figures ce qui le pousse à éviter tout remplacement de ses collaborateurs dont quelques uns devraient être éloignés du Gouvernement, comme M. Ullastres qui est brûlé, le ministre de l'Agriculture qui est une vraie catastrophe (toute l'Espagne le dit) et le ministre des Finances dont la récente loi tributaire démontre à quel point il ignore les circonstances fondamentales de l'économie du pays".

A côté du problème de l'agriculture et surtout de l'inflation, la question relative à la succession du Caudillo préoccupe profondément mon interlocuteur.

"Tant que le caudillo est là, dit-il, de grosses complications ne sont pas à craindre. Son prestige maintient intacte la cohésion dans l'armée et la police de sorte que le régime n'a rien à craindre des quelques manifestations ou grèves organisées par l'opposition. Celle-ci bien qu'aidée de l'étranger est trop faible pour provoquer des mouvements réellement dangereux. Mais le caudillo a 72 ans et bien que ses ancêtres soient tous devenus très vieux, cela pourrait ne pas être son cas. Qu'advierait-il alors? Il est difficile de le dire. Il est évident que l'Armée organiserait un gouvernement fort. La question de savoir si elle mettra la monarchie à la tête du pays, ce n'est qu'un détail: l'Etat ne pourra sauver la paix intérieure que par le maintien d'une certaine dictature, car une démocratie dans votre sens n'est pas pensable. Mais l'Armée pourra-t-elle à la longue maintenir la dictature et échapper aux 'pronunciamientos', aux conséquences de la mésentente entre généraux? J'ai peur que non et le drame est là. On dit que les Américains interviendraient si le communisme tentait de s'installer dans le pays, mais où les interventions américaines ont-elles réussi? Que Dieu nous garde d'en avoir besoin. Si de Gaulle sera au pouvoir lorsque notre crise surgira, alors le danger sera moins grand, mais si le pouvoir, en France, sera alors dans les mains des gauches, comme cela est le cas en Italie aujourd'hui, je ne suis pas si sûr que nous éviterons une autre guerre civile; moins longue, moins cruelle, mais aux conséquences catastrophiques".

Je réponds que cela me paraît à peine possible vu que la psychologie du peuple espagnol est fondamentalement changée par rapport à 1936; que deux générations n'ont

pas connu pratiquement la guerre civile; que ceux qui l'ont connue préfèrent n'importe quoi à une répétition; que nous sommes en présence aujourd'hui d'une classe moyenne qui n'existait pas en 1936 et qui est forte en nombre, forte aussi économiquement, qui possède un nombre croissant de voitures, de biens et d'habitudes qu'elle ne veut pas perdre; que les différentes régions de l'Espagne sont beaucoup plus unies que dans les années trente, les séparatismes catalan et basque ayant perdu énormément en virulence. En effet, par une politique économique très habile, le régime a industrialisé Madrid qui compte désormais deux millions et demi d'habitants, soit un demi million de plus que la capitale catalane et d'autres régions, de sorte que Barcelone ne peut plus proclamer comme autrefois que sans la Catalogne l'Espagne végéterait économiquement. Ce fait essentiel a réduit énormément les frictions à l'avantage de la cohésion et de la solidarité national. J'ajoute qu'il n'est pas certain non plus que le communisme - qui est sans doute bien organisé en Espagne - soit très fort; que le socialisme est puissant, mais que sur le terrain social le franquisme a pratiqué le socialisme depuis longtemps, de sorte que le successeur n'aurait qu'à recréer l'organisation syndicale qui est inexistante, pour mettre le pays en harmonie avec les progrès sociaux réalisés ailleurs. Il est vrai que l'opposition, surtout les intellectuels et les ouvriers, sont mécontents et appellent des changements, mais ceux-ci devraient apparemment être introduits sans qu'une révolution intervienne. Il pourra y avoir des vengeances, des troubles, de mauvais moments à passer, mais pourquoi forcément une révolution?

A ces objections mon interlocuteur répond que le peuple a beaucoup moins changé qu'on ne le pense et que si la crise se produisait dans des conditions conjoncturelles défavorables comme celle dont l'Espagne est menacée en

ce moment, les réactions populaires seraient violentes. Comme il est aussi très pessimiste quant au futur du Maroc qui selon lui tombera sous peu dans les bras des extrémistes et de Ben Bella, mon interlocuteur craint que la succession avec ses dangers pourrait s'ouvrir au moment où l'Espagne serait entourée par des pays politiquement dangereux à cause de la haine accumulée chez les gauches contre l'Espagne.

Nombreuses sont les personnes qui partagent ces idées dans les milieux que le régime a favorisés et qui par conséquent sont davantage inclinées vers la crainte du futur, que le commun des Espagnols. Elles deviennent de plus en plus nombreuses en face de l'inquiétude qu'on décèle dans toutes les couches de la population à cause de la montée des prix.

Les Ambassadeurs de Grèce et de Suède avec lesquels je commentais ces faits et qui étaient comme moi, à Madrid, de 1940 à 1948, affirment que l'Espagne a vaincu, depuis 1936, des difficultés infiniment plus graves que celles auxquelles elle se heurte maintenant. Je réponds que cela est certain, mais qu'elle les a surmontées précisément parce qu'elle avait un chef de gouvernement habile et prestigieux, alors que maintenant c'est ce chef qui est mis en cause, ce qui fait toute la différence.

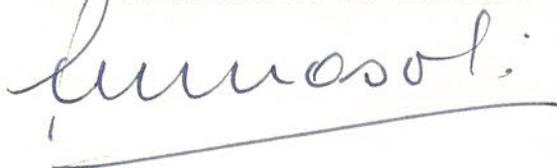
Il résulte de ce qui précède que des circonstances essentielles ayant trait à l'âge et à la vigueur intellectuelle du chef de l'Etat, impriment un caractère grave aux difficultés économiques qui se font jour en Espagne. Le fait que ce chef n'a rien, ou presque rien, fait pour préparer l'opinion publique à un changement de régime, rend cet état de choses encore plus préoccupant. S'il voulait s'en rendre compte, il aurait probablement encore le temps de parer aux dangers les plus aigus.

- 6 -

Je me permets de souligner dans un post scriptum, certains points de nature économique afin de donner plus de clarté aux passages de ce rapport qui se réfèrent à des problèmes économiques.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération,

L'Ambassadeur de Suisse:



A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'L. Moser', is written over a horizontal line. The signature is fluid and cursive.

P.S.-

Il est difficile de porter un jugement sûr et définitif sur l'état réel de la situation économique du pays, vu le manque de statistiques et les nombreuses contradictions qu'accusent les statistiques qu'on possède. On peut dire grosso modo ceci:

Le déficit de la balance commerciale a encore un peu augmenté par rapport à l'année 1963: il était de 70.302 millions de pesetas et il est de 73.302 millions (9 mois). Les importations ont passé de 107.709 mio. en 1963 à 122.413 mio. en 1964 (9 mois) et les exportations de 37.407 mio. à 49.195 mio. Vu que les importations ont porté surtout sur des biens de capital, elles accusent malgré tout un caractère sain. L'industrialisation du pays suppose des investissements énormes; la réorganisation structurelle de l'économie devra être réalisée avec des capitaux étrangers toutes les réserves en or et en devises ne représentant qu'un montant infiniment au dessous des besoins: les devis relatifs à la modernisation du

réseau des chemins de fer et des routes démontrent que l'euphorie provoquée par le produit du tourisme, est à peine justifiée. L'Espagne manque de moyens indispensables en vue d'une transformation massive. Malgré cela, il convient de donner aux énormes progrès du tourisme l'importance qu'ils ont par rapport à la croissance économique annuelle normale. En 1964 quatorze millions de touristes ont envahi l'Espagne, soit 30 % de plus qu'en 1963. Seule l'Italie en a reçu davantage. Les réserves en or et en devises ont ainsi atteint en octobre 1964, le chiffre record de 1.398 millions de dollars.

L'état très précaire de l'agriculture et la stagnation dans quelques branches de l'industrie, ont provoqué une réduction de l'index de croissance visant le revenu national.

D'une façon générale l'industrie s'est toutefois développée positivement, spécialement dans les secteurs des mines, de la sidérurgie, de la transformation des métaux, de la chimie. Le ministre de l'Industrie a affirmé récemment que l'année 1964 avait été bonne pour l'industrie puisque la production industrielle a dépassé pour la première fois le billion de pesetas. La productivité dans l'industrie aurait augmenté d'après le ministre, de 6,5 %. Selon les estimations de la Chambre de Commerce de Madrid, l'accroissement du revenu national en 1964 a été du 7 %, malgré la précarité dans le domaine de l'agriculture et le revenu per capita accuserait aussi, à fin 1964, une augmentation enviable et conforme au programme proposé dans le célèbre rapport de la Banque Mondiale.

En dépit de quelques points négatifs, l'OECD avait donc, depuis quelques années, considéré l'Espagne comme un pays économiquement solide, de même que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire, l'Eximort Bank, etc. Preuve

en sont les prêts de la Banque Mondiale et de l'Eximort Bank et les investissements étrangers. (Ceux-ci ont porté sur environ 60 millions de dollars, dont le 29,2 % est attribué à la Suisse, le 23,6 % aux Etats-Unis, le 12 % à l'Allemagne, etc. La participation suisse trouve probablement son origine dans des capitaux américains arrivant en Espagne à travers notre pays).

Ce n'est donc que l'énorme augmentation des prix; l'apparente incapacité des Autorités de l'arrêter; le malaise extrêmement prononcé que cette augmentation du coût de la vie provoque dans tous les milieux mais surtout parmi ceux économiquement faibles; les revendications ouvrières en matière de salaires à l'aide de manifestations spectaculaires qui effrayent certaines couches de la population; le très mauvais état de l'agriculture; la sortie en masse des travailleurs vers l'étranger; la crise dans certains secteurs industriels, par exemple dans celui des textiles en Catalogne; qui ont créé tout dernièrement un état d'incertitude, de crainte, d'inquiétude qu'on décèle un peu partout. On ne peut pas encore dire qu'il soit grave, on espère que les causes pourront être combattues et neutralisées, mais l'atmosphère est néanmoins lourde. Le fait que d'autres pays se heurtent au problème de l'inflation ne constitue guère une consolation, étant donné qu'ici les préoccupations économiques sont compliquées par des échéances politiques pleines d'inconnues.

fl.